

Christian SAUTTER

MERKEL, LA MERE VERTU

12 juin 2010

À dire du bien d'Angela Merkel, je vais me faire tirer les oreilles ! Mais le compliment est relatif et, entre la fille de pasteur et le président flambeur, il n'y a pas photo.

La Chancelière allemande a donc annoncé un plan d'austérité de 85 milliards d'euros pour ramener le déficit des finances publiques d'outre-Rhin au quasi-équilibre en 2016 (-0,35% du PIB). L'Allemagne est accusée (!!) de faire cavalier seul sur le chemin de la vertu. Examinons donc le contenu et le calendrier de ce « paquet », puis les leçons à en tirer pour la France.

L'Allemagne part d'une situation enviable : le déficit public était de 3,3% en 2009 et est prévu à hauteur de 5% en 2010. Le retour à l'équilibre se ferait par des mesures d'économies sur les dépenses : 11 Mds € en 2011, 19 en 2012, 25 en 2013 et 27 en 2014. Notons la progressivité, avec une première marche relativement modérée l'an prochain en 2011 et des efforts rudes reportés à 2013 et 2014. Il y a évidemment des raisons politiques à cela mais aussi le souci de ne pas casser une timide reprise par un coup de frein brutal de la demande publique et l'évidence que les économies majeures prennent du temps à se manifester dans la pratique, parce que l'on ne fait pas tourner sur place un navire aussi lourd et compliqué qu'un État démocratique.

De quelles économies s'agit-il ? D'abord le budget militaire, dont les effectifs seraient réduits de 40000 personnes sur 250000 ; les forces armées perdraient 4 de leurs 30 Mds € de budget (« Quel scandale » hurleraient nos anciens combattants et les lobbies du complexe militaro-industriel !). Ensuite l'indemnisation des chômeurs de longue durée et la réduction des effectifs de fonctionnaires (15000 postes d'ici 2014, ce qui est faible comparé aux « ambitions » de notre gouvernement). Enfin, des infrastructures seront différées. L'important est que l'éducation, la recherche et les retraites soient épargnées. Pour les deux premières, la Chancelière refuse de « rogner sur les investissements qui feront la croissance du futur » (Les Échos 080610).

Et les impôts ? Angela Merkel a refusé d'augmenter la TVA et les impôts sur la consommation, la tarte à la crème des gouvernements conservateurs, pour ne pas gripper un moteur faiblard mais présent de la modeste croissance allemande. Elle a donc évité les erreurs du

gouvernement Juppé qui avait cassé la reprise de 1995 en relevant notre impôt vache à lait. Elle va taxer les combustibles nucléaires (2,3 Mds €), ce qui mettrait en joie notre puissant groupe de pression de l'atome électrique, ainsi que les transports aériens, ce qui est tout à fait écolo (vive la visioconférence !).

Tout cela est politiquement crédible, écologiquement correct et économiquement sain. À court terme, la baisse de l'euro donne un coup de fouet aux exportations allemandes, la consommation reste molle sans plonger, l'investissement privé redémarrera après un temps de réflexion, d'abord dans les industries qui vendent à l'étranger puis dans le reste de l'économie. Quant à l'emploi, les pouvoirs publics et les entreprises ont fait de gros efforts pour ne pas licencier les effectifs excédentaires au plus creux de la crise et l'embauche repartira, lentement mais sûrement, en 2011 ou en 2012.

L'Allemagne sait où elle va, où elle va seule car, pendant ce temps, la France divague et l'Europe montre son impuissance à nourrir une croissance collective.

La France conjugue les déclarations viriles au sommet et l'inaction à la base. Le 21 mai, le Président de la République a promis juré que l'on reviendrait à un déficit de 3% du PIB en 2013, grâce à des économies et sans augmenter les impôts. Le problème est que la France part d'un déficit de 7,9% en 2009, à comparer aux 3,3% de notre grande voisine. La France sera-t-elle capable de réduire son solde de 5% en quatre ans (de 7,9 à 3% entre 2009 et 2013), alors qu'Angela Merkel n'ambitionne qu'une réduction de 3% en six ans (de 3,3 à 0,3 entre 2009 et 2016) ? On comprend que « les marchés » soient sceptiques. Ils ont heureusement de quoi s'occuper dans les mois à venir avec l'Europe du sud et le Royaume-Uni, qui sont dans des situations budgétaires bien plus délicates que la France.

Prenons un exemple concret pour montrer que l'on nous ment sur la responsabilité de « la crise », comme sur le volontarisme de l'action. La Sécurité sociale est en déficit, et même en grave déficit. La prévision la plus récente est celle d'un trou de 26,8 milliards d'euros pour 2010 : 13 milliards pour l'assurance-maladie, 9 milliards pour les retraites, 4 pour les prestations familiales, 1 pour les accidents du travail. Il est évident que la montée du chômage et la réduction des effectifs de salariés cotisants ont pesé lourd sur les recettes qui ont faibli. Mais il n'y a pas que cette explication commode de la fatalité venue d'ailleurs. Car, avant la crise, en 2008 comme durant les années antérieures, le déficit du régime général de la Sécurité sociale était de l'ordre de 10 milliards d'euros.

Un déficit peut en cacher un autre. Il y a le déficit conjoncturel dû à la récession, qui est de l'ordre des 2/3 du déficit total de la Sécu, et il y a le déficit structurel, celui d'avant la récession, qui atteint le tiers. Le déficit structurel est le déficit de beau temps. Le déficit conjoncturel est le déficit

de tempête. Le déficit total est la somme des deux. Le déficit structurel n'est pas né en 2007 et il est plus que douteux qu'il disparaisse d'ici 2013, comme cela a été promis à Bruxelles. Il est clair que le Président élu en 2012 sera confronté à une situation dramatique et devra prendre des mesures, brutales parce que tardives, pour ramener à l'équilibre à long terme les régimes de retraites et d'assurance-maladie et pour faire en sorte que l'État paie ses dépenses de fonctionnement (salaires, dépenses courantes et subventions) sans emprunter à la fin du mois comme un ménage impécunieux.

Encore faut-il que « les marchés » nous laissent ces deux ans de répit et ne viennent pas compliquer la situation en prêtant à la France à des taux plus chers que ceux, avantageux, dont nous bénéficions actuellement.

Ce débat n'est pas un débat technique sur les finances publiques. C'est un débat de société, au sens politique le plus noble du terme. Un pays vieillissant ne peut vivre éternellement au-dessus de ses moyens. Il ne peut se contenter de bougonner, depuis son banc placé sous les platanes de la place du village, contre les gnomes de la mondialisation, les oukases de Bruxelles, les caprices de la météo qui viennent troubler les confort ancestraux. Le monde bouge, nous devons bouger !

Plutôt que la décadence à crédit, mieux vaut une stratégie offensive, assise sur trois piliers.

Le premier est de muscler une économie forte, comme le font l'Allemagne et le Japon et plusieurs pays d'Europe du Nord. Cela passe par l'éducation initiale et continue, des enseignants nombreux et motivés, des universités correctement dotées. Cela passe par la recherche, et il faut reconnaître que le « crédit d'impôt recherche » a été majoré par le gouvernement actuel pour stimuler une recherche privée languissante, mais il y a tant à faire pour aider le meilleur de la recherche publique. Cela passe par l'investissement productif en France. Le Parti Socialiste a raison de vouloir réduire l'impôt sur le bénéfice des sociétés qui construisent des usines ou des labos et de majorer l'impôt sur les bénéfices distribués.

Le deuxième pilier est de faire des économies sur l'administration d'état-major, en épargnant celle qui rend un vrai service public sur le terrain. Et aussi, c'est dur, de concentrer la solidarité nationale sur ceux qui en ont le plus besoin : les victimes de la crise et la classe moyenne modeste.

Le troisième pilier, c'est l'impôt ou la cotisation sociale. En 2012 ou avant, il faudra choisir entre la majoration de la TVA et des cotisations des salariés, côté droite, et la majoration des impôts sur les revenus (ou la suppression des niches) et des impôts sur les patrimoines (particulièrement fonciers, qui ne peuvent s'échapper !), côté gauche.

Les candidats aux élections présidentielles de 2012 devront avoir fort caractère plutôt que beau langage.